



secteur télécom

ORANGE SA

Orange : un dynamitage en règle Comment des appels d'offre détruisent une entreprise !

De Bon à Breton, de Breton à Lombard, le moule idéologique était toujours le même. De Lombard à Richard, a-t-il vraiment changé ? Rien n'est moins sûr. Après les trois premières années plus soft, la 2^{ème} partie de règne de S. Richard est glaçante. La sous-traitance massive des métiers de relation client a été mise en œuvre. Il s'agit désormais de détruire consciencieusement et méthodiquement tout ce qui pourrait permettre de maintenir dans l'entreprise tous les métiers et activités assurant la mise en œuvre d'un réseau de qualité.

L'impression plus que ruisselante qu'ils nous donnent est que leur tâche de destruction est plus liée à des impératifs capitalistes que de se préoccuper du bien-être de salarié-es (chez les donneurs d'ordre ou les sous-traitants) comme d'améliorer la qualité des services vendus.

Le réseau n'est plus qu'une chose secondaire, un centre de coût en fait. Et quand on ne cherche que le profit et la distribution de dividendes, on attaque frontalement les centres de coût.

Ce modèle industriel n'est pas inconnu pour le secteur français des télécommunications. C'est celui de SFR, Bouygues et Free : des opérateurs qui détiennent des licences d'exploitation mais externalisent tout afin de réduire les coûts et maximiser le profit. Les contreparties à cela sont des conditions de travail et des salaires exécrables chez les sous-traitants. Ce modèle a déjà été mis en place dans un passé pas si lointain que cela,

S. Tchuruk, le « PDG sans usine » qui a découpé Alcatel avec le résultat que l'on connaît.



A Orange, S. Richard est le principal responsable de la politique mise en œuvre. Il est en train d'essayer de supprimer en France toutes les activités de pilotage, de production, de supervision, d'exploitation et de maintenance des réseaux 2G, 3G et ADSL, par le transfert de ces activités vers probablement Ericsson. Il fait cela après

avoir fait la même chose sur le réseau ATM mais aussi en externalisant plus de 80% de l'intervention en UI et UPR. Il en est de même dans le développement du SI et des plateformes de service où les 50% de sous-traitance sont facilement atteints incluant une sous-traitance dans le Groupe Orange (mais uniquement pour bénéficier d'une convention collective moins disante que la CCNT). Il paraît évident que à ce rythme là toutes les activités réseaux, et nous disons bien toutes, disparaîtront de France, comme c'est le cas dans les autres pays.

FÉDÉRATION SYNDICALE DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATION



Affiliée à l'Union syndicale Solidaires

25/27 – rue des envièrges – 75020 – Paris

tél. : 01 44 62 12 00 fax. : 01 44 62 12 34

site internet : www.sudptt.org courriel : sudptt@sudptt.org

Une stratégie délétère

Ces choix sont inacceptables alors que les profits dans les télécommunications ne cessent de croître, et que le Groupe distribue chaque année aux actionnaires plus que ses bénéfices en dividendes. 2,1 milliards d'euros ! Avec cette somme considérable, les moyens sont massifs pour investir et pour embaucher durablement, car chaque année ces sommes sont versées en pure perte !

Pour le réseau, ce travail de destruction méthodique a été lancé il y a quelque temps dans les pays européens et africains (projet ANO, ENO et GNOC). Le résultat de ce transfert est catastrophique au niveau humain. Au Cameroun par exemple, l'entreprise a transféré le personnel vers les entreprises récupérant les activités sans garantie de retour à Orange et ... Ils-elles ont été licenciés au bout d'un an. Il a même été demandé à des collègues camerounais-es d'aller travailler au Sénégal !! Heureusement certaines filiales du Groupe hors France commencent à demander à avoir en leur sein des compétences en réseau afin d'être indépendantes des fournisseurs de matériel dans leurs choix architecturaux mais aussi de service. Cela montre bien les dégâts que cela amène si Orange continue dans ce sens.

Les fournisseurs de matériel (Huawei, Ericsson, Cisco, Juniper, ...) maintiennent des centres de recherche de haut niveau, sont force de proposition dans les instances de normalisation. Ils font un lobbying énorme auprès des dirigeants des opérateurs pour inclure les services réseaux dans la boîte à outils des équipements et, depuis quelques années, proposent des services d'opération de réseau pouvant aller jusqu'aux interventions sur site. En 10-15 ans, ils sont intervenus quasiment partout au niveau réseau et sont devenus quasiment incontournables.

Très peu, trop peu ! de salarié-es d'Orange travaillent actuellement sur la 4G. C'est déjà presque totalement externalisé. Si l'on ne fait rien, cela risque d'être la même chose pour la 2G et la 3G et aussi pour la future 5G. Sur le fixe, l'ADSL est plus que dans la tourmente et il ne resterait peut-être que le haut-débit fibre tout en sachant que beaucoup des tâches en UPR et UI sont déjà majoritairement sous-traitées ou en cours de transfert. Afin de boucler la boucle, un nouvel appel d'offre est en cours afin d'externaliser l'exploitation et la maintenance des points hauts, les fameux TOWERCO sont à l'affût ! une brique de plus à leur logique.

L'avenir n'est jamais écrit

Nous devons, en tant que salarié-es et à tout niveau de l'entreprise, refuser l'externalisation car même si Orange nous considère comme collaborateur-trices, nous n'avons aucune obligation de collaborer et être les partenaires de cette destruction. Bien évidemment les collègues en France où à l'étranger qui travaillent chez Ericsson, Huawei ... sont compétent-es, ils-elles ne sont pas en cause et subissent ces décisions et leur conséquence. Il est inacceptable que les dirigeants et propriétaires des entreprises mettent en concurrence permanente, et pour leur propre bénéfice, les salarié-es entre eux.

Nous avons encore le temps de nous y opposer pour le bien de nos emplois à Orange, pour le bien de la qualité de nos réseaux ainsi que pour le bien commun que sont les télécommunications. Notre raison d'être est d'être travailleur-euse à Orange quand notre activité est pour Orange.

Comme à son habitude, SUD vous donne l'information tel qu'il en dispose et fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à ces orientations qui nous mènent dans le mur. SUD interpellera les autres organisations syndicales afin de construire le rapport de force nécessaire à l'arrêt de ces projets.

